

AMNESTY INTERNATIONAL

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

PRE 01/519/2011
10 octobre 2011

L'Indonésie doit enquêter sur un homicide survenu dans le cadre des manifestations de mineurs en grève

Les autorités indonésiennes doivent immédiatement enquêter sur la force meurtrière employée par les policiers lors d'une manifestation de mineurs, a déclaré Amnesty International lundi 10 octobre après qu'un manifestant a été tué et au moins six autres blessés.

Le 10 octobre, les forces de sécurité indonésiennes ont ouvert le feu sur les travailleurs en grève d'une mine d'or et de cuivre exploitée par la compagnie américaine Freeport-Mcmoran dans la province de Papouasie, dans l'est du pays. Quelque 8 000 mineurs se sont mis en grève le 15 septembre, les négociations portant sur une augmentation des salaires s'étant retrouvées dans l'impasse.

« Ces derniers événements illustrent l'incapacité de la police indonésienne à gérer les manifestations sans recourir à une force excessive, et même meurtrière, a déploré Sam Zarifi, directeur du programme Asie-Pacifique d'Amnesty International.

« Les policiers ont le devoir de se protéger et de faire respecter la loi, mais il est totalement inacceptable qu'ils aient tiré à balles réelles sur ces manifestants.

« Les autorités doivent ouvrir une enquête indépendante et impartiale sur cette tragédie, en veillant à ce que ses conclusions soient rendues publiques. »

Le mineur Petrus Ayemseba a reçu des balles dans les fesses et a succombé quelques heures plus tard. Six autres mineurs – Leo Wandagau, Alius Komba, Melkias Rumbiak, Yunus Nguluduan, Philiton Kogoya et Ahmad Mustofa – ont également été blessés par les tirs.

Freeport accuse les grévistes d'avoir cherché à intimider les remplaçants que la compagnie a tenté d'installer dans les baraquements des mineurs.

Selon des sources locales, lorsque les policiers ont commencé à tirer, les mineurs ont mis le feu à deux camions bennes qui se dirigeaient vers la ville minière et lancé des pierres sur les policiers.

Amnesty International a recensé de nombreux cas dans lesquels les policiers indonésiens ont recouru à une force inutile ou excessive ou ont utilisé des armes à feu, sans que personne n'ait à rendre des comptes.

« La majorité des victimes d'un recours excessif à la force par la police n'obtiennent pas justice et ne reçoivent pas de réparations. Les autorités indonésiennes doivent faire toute la lumière sur cet événement, rapidement, et faire savoir qu'elles prendront les sanctions disciplinaires ou pénales qui s'imposent à l'encontre des policiers et protégeront le droit des Indonésiens à manifester, a indiqué Sam Zarifi.

« Il est plus que temps que la police indonésienne forme ses membres aux méthodes non violentes de contrôle des foules et les équipe comme il convient. Elle doit notamment veiller à ce qu'ils aient à leur disposition des moyens non létaux afin de disperser les manifestants le cas échéant. »

Notes aux rédacteurs

Pour plus d'informations, veuillez contacter Katya Nasim, attachée de presse d'Amnesty International pour la région Asie-Pacifique : katya.nasim@amnesty.org. + 44 207 413 5871 / +44 7904398103.

Document public

Pour en savoir plus, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au Royaume-Uni, au +44 20 7413 5566, ou press@amnesty.org.

Secrétariat international, Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.